

# Israël/Palestine: déclaration du PCF (p. 9)

# COMMUNISTES

## Bruxelles Échos du mouvement social (p. 4)



## Vidéo

**Violences  
faites aux  
femmes :  
Assez de paroles,  
des actes  
maintenant**

## Faire reculer

**U**n sujet revient, un peu comme un « marronnier », ces jours-ci – c'est encore le cas ce week-end - dans les articles de presse : la Macronie, nous dit-on, ne saurait plus quoi faire ni comment faire face au RN. L'Élysée manquerait d'idées ? On peut en suggérer quelques-unes. Par exemple proposer une retraite à 60 ans, assurer un vrai pouvoir d'achat, garantir une santé égale sur tout le territoire, en finir avec l'autoritarisme, faire vraiment payer les privilégiés, réindustrialiser pour de bon et se battre pour des emplois de qualité : autant de projets qui feraient reculer la crise. Et du même coup autant de projets qui feraient reculer le RN. ✪

**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse:** ..... €

**"Donner les moyens  
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives,  
faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >



Dessin de 2018 publié dans le livre « Je suis Razan » disponible auprès des éditions Arcane 17

Chantal Montellier

**14 décembre** : Repas annuel de fin d'année des retraités d'Ille-et-Vilaine (15 €), précédé d'un film sur la vie d'Henri Krasucki, suivi d'un débat animé par son fils Pierre. Chevaigne (35)

**20 janvier, à partir de 9h30** : Débat organisé par l'Amicale des Vétérans des Yvelines dans le cadre de la panthéonisation de Mélinée et Missak Manouchian, avec la participation de Nicolas Devers-Dreyfus. Salle Pablo-Picasso, Trappes (78)

## ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

**DÉBAT** : « Inflation : qui en profite ? Comment la combattre ? », avec Evelyne Ternant, à Manosque (04), le 7 décembre ; « La Charte d'Amiens, son histoire tout au long de la CGT », par Gilbert Garrel, à Creil (60), le 7 décembre ; Promouvoir la laïcité : mode d'emploi, avec Stéphane Arousseau, à Troyes (10), le 12 décembre

## Fondation Gabriel Péri

### L'Europe et l'extrême droite

Séance 2 du séminaire des 7 Fondations, avec Erwan Lecœur, sociologue et politologue

**Mercredi 13 décembre - 18h30 à 20h30**

En présentiel : au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, 75011 Paris

En visioconférence : inscription ici,

[https://us02web.zoom.us/join/register/WN\\_of7T5\\_ww5DiD\\_iFy32Lphg#/registration](https://us02web.zoom.us/join/register/WN_of7T5_ww5DiD_iFy32Lphg#/registration)

# Un parti toujours plus féministe

**150** camarades venues de 47 fédérations et aux parcours divers étaient réunies pour la constituante de l'Assemblée des femmes ce samedi 9 décembre au siège à Colonel-Fabien. Annoncée par Fabien Roussel au Congrès de Marseille, cette assemblée avait pour objectif de réfléchir ensemble aux solutions et propositions en matière de féminisation du Parti, politique de cadres et contenus programmatiques. Notre féminisme est ancré au cœur de notre projet politique communiste qui propose une société de justice sociale, partage et égalité, face à une société capitaliste et patriarcale fondée sur les rapports de domination et d'exploitation. Quelques mots de soutien à notre démarche ont été envoyés par Éliane Assassi, ex-présidente du groupe communiste au Sénat, Maité Moila, responsable des relations internationales du PGE, et Myriam Lebki, secrétaire confédérale de la CGT à l'Égalité.

Léon Deffontaines, notre tête de liste aux élections européennes, a porté un discours, salué des camarades, en assurant de son engagement à porter notre programme féministe lors de ces élections, notamment autour de la clause de l'Européenne la plus favorisée portée par l'association Choisir la cause des femmes, fondée par Gisèle Halimi. Nous étions d'ailleurs à Nantes le 5 décembre pour assurer une nouvelle fois de notre soutien à cette clause.

Michelle Demessine, ancienne ministre communiste et ancienne présidente de l'Union des femmes françaises, nous a fait le grand honneur de sa présence et d'une intervention marquante sur son engagement féministe profondément ancré au cœur des luttes. Elle a défini le féminisme comme « un combat dans le combat », en affirmant que « ce sont les femmes qui m'ont faite ». Michelle Demessine a rappelé l'importance de porter la mémoire des modèles d'engagement tels que Martha Desrumaux ou Marie-Claude Vaillant-Couturier. Telle est d'ailleurs l'ambition du projet de transversalité travaillé entre les commissions Droits des femmes et Mémoire.

Les ateliers de la matinée sur la prise de responsabilité des femmes au sein de notre parti ont permis aux camarades de s'exprimer sur les obstacles rencontrés et les leviers mis en place pour les dépasser, dans la perspective d'une mutualisation de leurs expériences diverses : gardes d'enfant, maîtrise des temps de parole, organisation des réunions, parité... Si les difficultés sont encore présentes, notamment en raison d'un sexisme qui perdure et de la difficile conciliation entre vie professionnelle, vie familiale et engagement, les évolutions sont notables et les potentiels d'amélioration sont présents. Il s'agit désormais de les harmoniser et les déployer à l'ensemble des fédérations.

Les ateliers de l'après-midi ont porté sur les services publics, la soli-



darité européenne et internationale, l'adhésion et le militantisme dans les zones rurales, les quartiers populaires, sur les lieux de travail. Sont ressorties de nombreuses propositions pour porter encore plus haut et fort nos luttes sociales féministes. L'atelier consacré aux services publics a émis l'idée d'une grande bataille nationale sur le sujet. Fil conducteur de la feuille de route de la commission Droits des femmes, les services publics sont bien une condition de possibilité de l'égalité sur l'ensemble du territoire. Les femmes sont les premières à subir leur dégradation. Un compte rendu des ateliers est en cours de rédaction. Les camarades ont manifesté un fort enthousiasme à l'issue de cette journée. Beaucoup ont rapporté avoir apprécié d'avoir le temps d'échanger ensemble et de se connaître dans un cadre qui leur était dédié. Fabien Roussel a annoncé sa volonté de doubler le nombre de participantes pour la prochaine édition et d'en faire un temps fort annuel. Il a déclaré « faire du PCF un parti toujours plus féministe. Nous avons

encore à avancer. Et nous prenons des dispositions. Nous devons aussi réfléchir au PCF comme outil de lutte pour toutes les femmes du pays », soutenant ainsi les rencontres « Au bonheur des femmes » organisées par la commission Droits des femmes du PCF sur l'ensemble du territoire afin d'aller à la rencontre de toutes les femmes, en particulier les plus précaires, celles qui ont un intérêt direct à un changement de société. Il a conclu en rappelant notre engagement à la révolution féministe, au bénéfice du progrès social et de la paix, et a appelé à soutenir le mot d'ordre de la CGT pour le 8 mars à venir : « Un jour sans nous ». Il semble qu'une grève se prépare camarades ! ✨

**Shirley Wirden**  
membre du CEN

# Bruxelles : Des milliers de manifestant·es venu·es de toute l'Europe pour dire non à l'austérité

**C**e mardi 12 décembre, la Confédération européenne des syndicats (CES) a réussi son pari de rassembler à Bruxelles des milliers de manifestant·es venu·es de toute l'Europe pour dire non à l'austérité.

Le PCF y était bien représenté, notamment grâce aux camarades des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, venu·es en voisin·es. Derrière notre belle banderole au slogan plein d'espoir « Paix, climat, pouvoir d'achat. Travailleurs·es de toute l'Europe, unissons-nous ! », nous avons défilé jusqu'au Parlement européen contre les politiques austéritaires de nos gouvernements respectifs et contre celles que nous promet l'Union européenne.

Le fléau de l'inflation a gagné l'Europe entière, grignotant petit à petit nos salaires et nos pensions, alors que dans le même temps, les profits des entreprises continuent de croître de manière indécente. Les gouvernements comme les employeurs refusent d'augmenter les salaires, accentuant de manière terrible les inégalités entre les travailleurs·ses et notamment entre les femmes et les hommes.

À la veille d'une réunion de la Commission européenne qui souhaite durcir encore le Pacte de stabilité et de croissance, nous étions donc nombreux·ses à marcher dans les rues de la capitale belge pour demander plus d'investissements dans les services publics et la protection sociale, des salaires décents fixés par des conventions collectives, ainsi qu'une politique industrielle européenne compatible avec les objectifs climatiques et qui respecte la qualité et la durabilité des emplois.

Alors que nous sommes encore en plein cœur d'une crise énergétique et tandis que la guerre bat son plein en Ukraine et au Proche-Orient, ces coupes claires dans les budgets auront des répercussions concrètes sur les conditions de travail, les salaires, la protection sociale... Il était donc primordial, pour les syndicats comme pour les partis politiques, de se mobiliser conjointement pour mettre la pression sur nos gouvernements et pour faire entendre la voix des salarié·es au niveau européen.



Plutôt que suivre des politiques de concurrence généralisée, les différentes forces syndicales et politiques rassemblées à Bruxelles souhaitent mettre en avant et promouvoir la coopération et la solidarité à l'échelle européenne. L'avenir de l'Europe n'a pas à être celui que nous promettent les gouvernements libéraux, nous pouvons en construire un à notre image, et qui saura défendre nos valeurs et nos convictions.

Face à la montée effrayante des forces d'extrême droite dans un nombre croissant de pays européens, nos organisations se battent pour dénoncer les impasses dans lesquelles nous mènent les

politiques européennes actuelles et pour démontrer que les réponses amenées par l'extrême droite ne sont pas celles que nous souhaitons mettre en place pour nos populations.

Cette belle unité du monde du travail et des salarié·es, c'est ce que nous souhaitons construire tout au long de notre campagne pour les élections européennes, grâce à notre tête de liste Léon Deffontaines et aux camarades qui seront présent·es sur la liste qu'il conduira. ✪

**Léna Mons**

— À L'INITIATIVE —

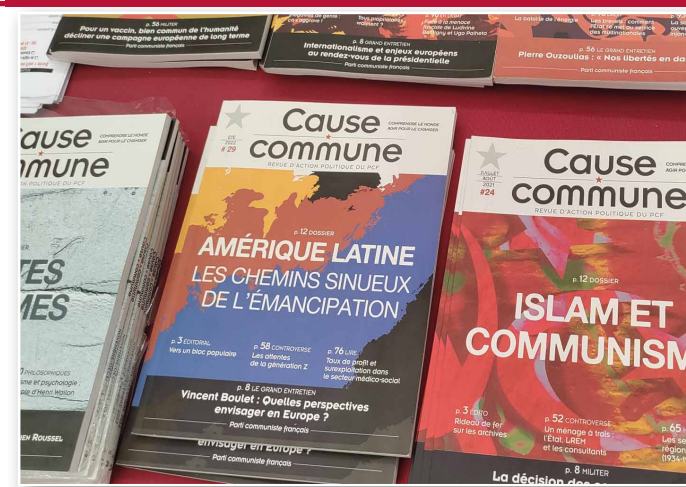
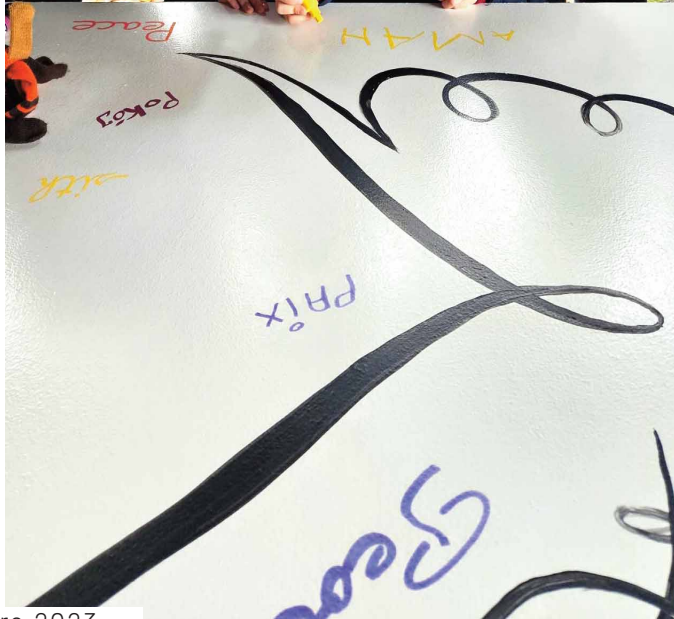
# Un Noël solidaire organisé par la section PCF de Fougères



Cette année encore, les membres du Parti communiste français du pays de Fougères ont récolté plus de 80 cadeaux qui seront remis au Secours populaire français lundi 11 décembre avant d'être distribués aux plus précaires dans tout le pays de Fougères. Trois collectes de cadeaux ont ainsi été organisées, et l'une d'elles s'est ponctuée par un après-midi festif le mercredi 6 décembre. Le Père Noël, accompagné de son accordéoniste, est venu saluer les enfants. Une fresque collective a été réalisée afin de transmettre un message de Paix à tous les enfants et surtout aux grands. Les enfants et adultes étaient ainsi invités à inscrire le mot « Paix » en différentes langues.

Les communistes du pays de Fougères tiennent à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont participé aux animations et qui ont une nouvelle fois montré que le partage et la solidarité ont toute leur place pendant ces fêtes de fin d'année et sont le socle de notre société. ✪

**Tristan Montbroussous**  
secrétaire de la section PCF de Fougères



# Faire grandir la laïcité en Moselle

**À l'occasion de la journée de la laïcité du 9 décembre, l'espace Jean Burger, association d'éducation populaire et de formation militante créée par les communistes de Moselle, avait invité Pierre Ouzoulias, vice-président PCF du Sénat, pour aborder ce sujet.**

C'est dans le cadre remarquable du grenier de Chèvremont du musée de la Cour d'Or de Metz que se déroulait cette dixième initiative de l'association. La Moselle est encore placée sous le régime concordataire, avec notamment les deux départements alsaciens : l'État rémunère les ecclésiastiques des cultes catholiques, protestants et israélites, des cours de religions sont encore dispensés à l'école.

Julien Rock, porte-parole du PCF Moselle et historien, a ouvert les débats en rappelant le recul de la laïcité dans notre pays et les attaques portées régulièrement par le chef de l'État. S'agissant de l'héritage de l'Histoire, il a rappelé la distinction à faire entre le droit social particulier, héritage de mouvement ouvrier de l'époque allemande, et le régime concordataire aboli en 1905 où l'Alsace Moselle était rattachée à l'Allemagne. Cette confusion est volontairement entretenue par les forces de droite qui ne veulent pas toucher au concordat.

Roland Rouzeau, syndicaliste enseignant, a montré la construction historique de la laïcité dans notre pays et son lien étroit avec l'histoire de la République.

Pierre Ouzoulias a rappelé l'émergence de la loi du 9 décembre 1905 qui puise sa source dans le temps long de notre histoire, sous des formes différentes, entre pouvoir politique et spirituel et donc, *in fine*, de la séparation du politique et du religieux. Le principe de laïcité est un pilier essentiel de notre démocratie. Il pose les grands principes qui définissent la laïcité telle qu'elle s'applique aujourd'hui dans notre pays : liberté de conscience et de culte, séparation de l'Église et de l'État, neutralité de ce dernier en matière religieuse, ce qui lui impose de ne reconnaître aucun

culte et de n'en salarier aucun. Le principe de laïcité a ensuite acquis une valeur constitutionnelle avec la Constitution de 1946, laquelle reconnaît, grâce à l'adoption d'un amendement du député communiste Étienne Fajon, le caractère indivisible, laïque, démocratique et social de notre République. Près de 4 millions de citoyens vivent encore en-dehors, dans des collectivités territoriales qui ne respectent pas ce principe !

Le débat a montré les attentes des participants, porteurs de sensibilités diverses, de faire avancer la laïcité en Moselle et aller vers l'extinction du concordat, comme le demandent les militants laïcs. Ainsi un enseignant, catholique pratiquant, a témoigné et dit partager cette exigence

de sortir l'enseignement de la religion du champ scolaire. Sortir les heures de religions de l'emploi du temps scolaire peut être une première étape, la participation aux cours de religions recule et est devenu minoritaire selon Roland Rouzeau. Pour Pierre Ouzoulias, il est impératif d'associer République laïque et République sociale pour porter une réelle ambition d'émancipation parlant à l'ensemble de la population contre des discours clientélistes qui contribue à fractionner notre pays. Cette rencontre sera suivie d'une publication et d'initiatives politiques pour rassembler toutes les forces disponibles pour sortir progressivement du régime dérogatoire des cultes et faire avancer la laïcité.

L'espace Jean Burger, par la réussite de cette initiative, a montré la possibilité de rassembler par le débat des forces progressistes diverses. ✪

**Jacques Maréchal**  
secrétaire départemental



## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

Je verse: ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: ..... PRÉNOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



commission nationale  
Agriculture Pêche Forêt  
agri-peche-foret@pcf.fr

## Une Commission au travail

**Ces derniers mois ont été denses pour les membres de la commission Agriculture Pêche Forêt, en témoigne l'épaisseur de ce second numéro de *Terre & Mer*.**

L'été particulièrement sec et chaud sur la moitié sud du pays nous a valu d'être sollicités par la direction nationale du PCF. C'est en ce sens que la Comagri propose de faire de nos sols les premiers réservoirs d'eau tout en veillant à l'adaptation de nos systèmes de culture, en pensant conjointement une irrigation économe et durable là où elle se justifie. L'été terminé - mais la chaleur se prolongeant de manière inhabituelle - les communistes, comme chaque année, ont fait leur rentrée dans les allées de la Fête de l'Humanité. Avec 430 000 visiteurs, cette Fête fut un magnifique succès populaire. Notre Commission a largement pris sa part en participant à cinq débats organisés par différentes fédérations et sections du PCF. À l'automne, à l'occasion du Sommet de l'élevage (Cournon, Puy-de-Dôme), le PCF a pu renouveler son soutien à une transformation agroécologique fondée sur la polyculture-élevage. C'est bien sur cette base que l'exploitation durable des synergies entre productions animales et végétales sera rendue possible. Le développement de la polyculture-élevage occupe également une place centrale dans le Plan Climat du PCF présenté le 6 novembre. La commission Agriculture Pêche Forêt a contribué activement à l'écriture du volet agricole de ce plan ambitieux et prometteur,

travail inédit pour un parti politique, coordonné par la commission Écologie du PCF. Enfin, dans la perspective des élections européennes du 9 juin prochain, la Comagri - comme l'ensemble des commissions du PCF - a été sollicitée par la direction nationale pour plancher sur une première contribution programmatique. Pour ce faire, nous avons cherché à aborder les problématiques traversées par les agriculteurs, forestiers, pêcheurs et ostréiculteurs de manière systématique. Tel est l'esprit de propositions politiques visant à sécuriser le revenu des travailleurs du vivant tout en ouvrant la voie à un autre partage des ressources, sans négliger le volet alimentaire et la vie dans les ruralités. Nous projetons de soumettre prochainement ces contributions au monde professionnel, académique et associatif à l'issue de diverses auditions. Comme vous le voyez, la commission Agriculture Pêche Forêt poursuit sa phase de structuration tout en travaillant sur le fond. Il ne nous reste qu'à poursuivre sur cette lancée en 2024, en continuant à faire connaître ces travaux autour de nous. ✪

**Julien Brugerolles et Jonathan Dubrulle**  
animateurs de la Commission



[Cliquer pour consulter le dernier numéro de Terre-Mer](#)

# Les Jeunes communistes à l'offensive sur le lycée professionnel

**Réuni en Conseil national les 2 et 3 décembre, le MJCF a décidé d'une grande campagne contre la réforme du baccalauréat professionnel à partir du mois de janvier.**

**“Pour apprendre un métier, pas se faire exploiter”**

Premier objectif pour l'organisation communiste : aller à la rencontre des lycéennes et lycéens de la voie professionnelle. « C'est un public qui est souvent éloigné de la vie politique et des mobilisations sociales », explique Assan Lakehou, secrétaire général du MJCF, qui explique vouloir « parler à toutes les jeunes ». « Nous voulons donc aller leur parler, discuter avec eux de la réforme, car elle est aujourd'hui très peu connue, et les mensonges du gouvernement n'aident pas à y voir clair. »

Les Jeunes communistes mettent en avant deux aspects de la réforme qu'ils souhaitent particulièrement combattre. « Le premier, c'est la logique d'augmentation du nombre d'heures de stages en fin d'année de terminale », explique Salomé, coresponsable de cette campagne. « Pensés par le gouvernement, ces stages ne sont que du travail gratuit ou quasi gratuit, qui visent à exploiter les lycéennes et non pas les former. Nous voulons un cadrage très strict de ces stages, pour qu'ils ne soient plus utilisés par des patrons pour organiser le travail des mineurs », ajoute la dirigeante. Corollaire de cette augmentation du temps en entreprise, le MJCF dénonce aussi la baisse annoncée de presque 100 heures d'enseignements professionnels. Pour Léo Garcia, en charge aussi de la campagne, « d'un côté, on augmente le nombre d'heures de stages et, de l'autre, on supprime des heures d'enseignement professionnel ! Alors que le but du bac pro est d'apprendre un métier, cette réforme est construite sur



une vision patronale et de court terme qui vise à mettre les jeunes au travail plutôt que de les former. »

**Des comités de défense des lycées professionnels dans toute la France**

Depuis la rentrée déjà, les Jeunes communistes militent dans les lycées professionnels, comme c'est le cas à Angers. « Nous essayons d'y aller une fois par semaine. L'accueil est plutôt bon, et les lycéens sont ravis que des organisations politiques s'intéressent à eux », illustre Maxence Garnier-Le Minor, la responsable des Jeunes communistes du Maine-et-Loire. L'objectif est d'élargir cette dynamique à tout le mouvement en constituant partout en France des Comités de défense des lycées professionnels. Pour Assan Lakehou, le but est de « créer des groupes d'actions sur les lycées pros, ouverts à tous, les plus larges possibles. On y discutera de la réforme du lycée, bien sûr, mais aussi des difficultés que rencontrent les lycéens au quotidien. C'est notre conception de la politique. » Le Conseil national du mouvement espère

faire de ces comités des structures capables d'organiser des mobilisations d'ampleur pour lutter contre la réforme du baccalauréat professionnel.

Si toutes ces initiatives se déploieront à partir du mois de janvier, le Mouvement compte bien agir d'ici là. Un premier rendez-vous est d'ores et déjà donné le 12 décembre à l'occasion de la journée d'action de l'intersyndicale lycée professionnel à laquelle le MJCF appelle à participer. ✪

**Léo Garcia**



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin





